

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL RIVOAL ALEXANDRE

KEREVER BIAN
29600 Saint-Martin-Des-Champs

Références : -
Code AIOT : 0052903723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2025 dans l'établissement EARL RIVOAL ALEXANDRE implanté KEREVER BIAN 29600 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan PluriAnnuel de Contrôles ICPE de la DDPP du Finistère.
Programme d'Actions Nationales 2025 du MTES.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL RIVOAL ALEXANDRE
- KEREVER BIAN 29600 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS
- Code AIOT : 0052903723
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL RIVOAL ALEXANDRE est une exploitation d'élevage avicole, au statut IED et au régime d'Autorisation.

Il est située au lieu-dit Kerever-Bian à St-Martin des Champs.

- AP du 07/06/95 complété par l'arrêté n°1/2014AE du 09/01/14 pour 147000 emplacements volaille et 108000 AEQ délivré à l' EARL DE KEREVER.

L'exploitation est dotée d'une unité de compostage de type GIVBC avec un taux d'abattement du fumier de volaille de 30%.

L'exploitation est dotée d'un forage à 137m en amont du site.

Le gérant Alexandre Rivoal a repris l'EARL DE KEREVER le 24/08/2024, géré par ses parents, et changé la raison sociale en EARL RIVOAL ALEXANDRE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- IED-MTD
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Exploitation bien tenue et organisée.

Les éléments demandés lors du contrôle ont tous été présentés à l'inspection.

Le suivi du compostage et les résultats d'analyses du produit normé exporté ont aussi été présentés à l'inspecteur.

Il n'a pas été relevé d'anomalies.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
3	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le site d'exploitation, les risques professionnels sont connus, pris en compte, et répertoriés.

Les éléments réglementaires de sécurité sont mis en place.

Chaque type de produits à risque ou dangereux est assigné à un dispositif de rétention adapté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9

Thème(s) : Élevage, Connaissance de la nature et des risques des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'inspection constate que l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Il s'agit notamment du registre des risques dédié au site d'exploitation et les fiches de données de sécurité ont été présentées à l'inspecteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
Thème(s) : Élevage, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites.</p> <p>Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; - les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 1 - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. »

Constats :

Le jour du contrôle, l'inspection constate que :

-Les manipulations à risque dangereuses font l'objet de consignes écrites dans le registre des risques, dans le Document Unique d'évaluation des risques professionnels, et sont affichées dans les 'magasins' de chaque bâtiment d'élevage.

-L'exploitant emploie une seule salariée (ancienne exploitante). Les consignes de sécurité sont connues de cette employée qui a été la rédactrice des consignes. Ces mêmes consignes sont affichées dans les 'magasins' de chaque bâtiment d'élevage à destination d'éventuels externes (ramasseurs, soigneurs,...).

Les consignes précisent :

- l'interdiction de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux gaz et électriques ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ;

Le jour du contrôle, l'inspection constate :

- les affichages effectifs,
- le stockage en armoires spécifiques et sécurisées,
- les ouvrages rétentions en cas de fuite, y compris pour la zone de nettoyage du pulvérisateur (phytosanitaire).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Thème(s) : Élevage, Rétentions

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action

physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse.

« L'exploitant veille au bon état des rétentions. »

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand récipient ;

-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;

-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

« Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022. »

Constats :

La cuve de carburant est située dans un hangar à matériel, et dotée d'un bac de rétention bétonné de capacité suffisante et étanche.

La zone de nettoyage des véhicules est constituée d'une dalle bétonnée étanche avec inclinaison et muret de rétention.

La zone de nettoyage du pulvérisateur (*à pesticides entre autres*) est dotée d'une fosse de récupération des eaux de nettoyage. Cette fosse est enterrée.

Les eaux de nettoyage et les produits récupérés en cas d'accident sont récupérés en bidons et éliminés comme déchets.

Type de suites proposées : Sans suite